

LA UNE CRISE DE L'EAU ET DEMOCRATIE

Nous connaissons aujourd'hui, et malgré les quelques pluies récentes, un niveau historiquement bas des cours d'eau. Cette situation, a des conséquences graves : le manque d'eau crée des tensions d'usage ; la qualité de l'eau se dégrade ([voir Langres](#)) ; les centrales de Cattenom et de Chooz, comme d'autres, doivent réduire leur production ; les transports fluviaux sont fortement perturbés ([voir Strasbourg](#)) ; la mortalité de la faune aquatique, terrestre et des oiseaux a largement atteint les niveaux d'alerte et, plus globalement, c'est toute la chaîne de la biodiversité qui est touchée ([voir Haute-Marne](#)).

Les canicules successives que nous avons connues au cours de cet été 2026 ont des effets sur la santé de tout ce qui est vivant ([voir le site eaufrance](#)). Toutes les productions agricoles et d'élevage sont en perte sévère de rendement ([voir Grand Est](#)) et cela va impacter à court et à moyen terme les volumes disponibles à la consommation et donc les prix. Les fortes chaleurs fragilisent également les bâtiments par la rétraction des argiles ([voir Meurthe-et-Moselle](#))...

Les conseils de développement (Codev), qui sont des instances de contribution citoyenne, se sont saisis du sujet et présentent leurs avis. C'est le cas notamment dans les deux grandes métropoles lorraines : Metz et Nancy.

La contribution du Conseil de développement durable de la Métropole de Metz est [à lire ici](#) ou à écouter ([synthèse de 11 mn](#) ; [synthèse de 4 mn](#)).

La contribution du Conseil de développement durable du Grand Nancy (C3D) a été présentée le 19 juin 2026 à ses partenaires et validée (votée) par ses membres au cours de l'été par vote électronique. Elle constitue un document d'étape avant de prolonger la réflexion de façon continue tout au long de ce mandat et du suivant. Il sera prochainement en ligne sur les supports de communication du C3D, avec en perspective [le sujet de la démocratie de l'eau](#).

Les Codev ont une volonté partagée : "faire de l'eau un sujet central, démocratique et collectif. La gouvernance de l'eau doit être repensée, anticipée, rendue plus transparente et participative, pour affronter les défis présents et futurs, dans un esprit de responsabilité, de solidarité et de justice environnementale." (Jean-Claude Moretti, président du Codev de Metz).



DEVELOPPEMENT DURABLE

Le niveau des nappes phréatiques

Les faibles pluies et la sécheresse ont augmenté la vidange des nappes phréatiques au cours de l'été 2026. L'eau souterraine est une ressource très utilisée : dans l'hexagone, elle alimente notamment près des deux tiers de la consommation d'eau potable et plus du tiers de celle du monde agricole. La plupart des nappes phréatiques françaises affichent des niveaux inférieurs aux normales de saison. En Grand Est, le niveau des nappes est bas et même très bas par endroits. Il est très difficile d'estimer le nombre de jours de pluie nécessaires pour combler ce déficit hydrique Le point en [5 questions-réponses](#) sur le site Vie publique.

Débat climatique : donner la voix aux citoyens

L'ingénieur et président du think tank [The Shift Project](#) a annoncé le 26 août 2026 la création d'*Un commun accord*. Cette assemblée citoyenne, composée de 150 citoyens, se réunira pour six week-ends de travail jusqu'à février 2027, afin de formuler des propositions sur les "grands dilemmes auxquels la France et les Français font face aujourd'hui". Une campagne de financement participatif est lancée. [Lire l'article](#).

L'eau, un bien commun

Le concept de "bien commun" est omniprésent dans le discours contemporain sur l'eau. Il est mobilisé aussi bien dans des appels consensuels à la préservation d'une ressource vitale que pour penser des alternatives au modèle gestionnaire libéral dominant. Pour mieux comprendre ce qui se joue autour de ce concept très "malléable", il est proposé de partir de la faculté générale de l'eau à interconnecter des individus, des groupes sociaux et des territoires, réunis dans ce qu'on peut qualifier d'agencements ou de collectifs hydrosociaux. [Lire Sara Fernandez](#), géographe à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) et membre du laboratoire AGIR consacré aux transitions agroécologiques à Toulouse.

Préserver la biodiversité

Face à la détresse de la faune sauvage liée aux fortes sécheresses de l'été, des gestes de solidarité et des mesures urgentes s'imposent pour préserver la biodiversité, alertent Florence Denier-Pasquier, spécialiste de l'eau, et Nicolas Richard, président de [France Nature Environnement](#), dans une tribune au Monde. La sécheresse et les températures exceptionnelles de l'été ont des incidences dramatiques sur le vivant. Les cultures et les animaux d'élevage sont en grande souffrance, tout comme l'ensemble de la biodiversité, déjà en crise à cause des pollutions, des pesticides et de la disparition des habitats naturels. Or l'un des services gratuitement rendus par une biodiversité en bon état est d'améliorer le stockage d'eau dans les sols, de séquestrer du carbone et de rafraîchir l'atmosphère. [Lire ici](#) (médias citoyens). Ressource : [la sécheresse : comprendre, anticiper, s'adapter](#).

La biodiversité est faiblement évaluée par les instances françaises. En particulier les espèces communes dans les campagnes et les zones urbaines. C'est pour combler ce vide et collecter des données essentielles sur la biodiversité qu'a été créé et développé [Vigie-Nature](#), une approche participative du suivi de ces espèces. Les espèces invasives font l'objet de mesures de surveillance et de signalement citoyen spécifiques, pilotées par l'Anses lorsque la prolifération exige des réponses en terme de santé publique. Il en est ainsi pour [les moustiques-tigres](#).

Qualité de l'eau

Une eau qui se raréfie est une eau qui se dégrade ([lire l'Eclairage en lien](#)). Face à la pollution de l'eau potable par les PFAS et les pesticides, la [mission inter-inspections](#) évalue l'ampleur des coûts potentiels et propose une stratégie d'actions graduée et territorialisée. Celle-ci combine actions préventives et curatives pour assurer la protection des populations. Elle s'appuie sur [une participation accrue des pollueurs aux coûts de la dépollution](#) (rapport IGF), afin de contenir l'augmentation inévitable du prix de l'eau. [Lire le rapport](#). [Lire les annexes](#).

La police environnementale de l'eau

La Cour des comptes critique "l'effectivité limitée" de la police de l'eau dans un rapport publié le 12 mai 2026. Dans un contexte de crise hydrique, la Cour formule des recommandations pour clarifier la réglementation et rendre les contrôles plus efficaces. [Lire l'article](#). [Lire le rapport](#).

Une loi qui passe à côté de l'urgence climatique

La "[loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricoles](#)" du 18 août 2026, outre les dispositions largement évoquées dans le débat sur les pesticides, simplifie et sécurise l'accès à l'eau par les agriculteurs et établit le doublement des stockages d'eau à usage agricole. La loi répond de fait aux attentes économiques d'une partie des producteurs mais méconnaît totalement l'urgence climatique qui nécessiterait des mesures nouvelles de sobriété et de partage des eaux. Le sujet de la gestion durable de l'eau reste posé. [Lire l'article](#).

La Fresque du climat

Lancée en 2015, La [Fresque du climat](#) a rencontré un succès fulgurant grâce à son concept ludique : par petits groupes, et durant trois heures environ, les participants sont sensibilisés aux causes et aux conséquences du changement climatique par le biais de cartes à jouer qui reprennent différents enjeux, qu'il faut ensuite classer en fonction de leurs liens et ainsi créer une fresque. Ce succès repose aussi sur une communauté de près de 100 000 formateurs, baptisés "fresqueurs", bénévoles. L'association a connu une forte hausse d'activité après la pandémie de Covid-19. La situation se complique aujourd'hui car le modèle économique s'essouffle dans l'attente de nouveaux publics à toucher et l'association a été placée en procédure de sauvegarde le 20 juillet 2026. (source : Le Monde). Voir en Grand Est : [le Camp Climat Nancy](#), 27 au 30 août 2026, et [La Semaine](#) ; [le Mois de l'autre](#) (Jeun'est).

"Au pire moment, la France saborde l'Institut de recherche sur le développement"

L'Institut de recherche pour le développement (IRD) pourrait disparaître dans les prochains mois. Ce, alors que ce centre de recherche, unique en son genre en France, travaille sur de nombreux enjeux globaux (gestion des catastrophes naturelles, adaptation au [changement climatique](#), etc.) et a développé des collaborations précieuses dans plus de 50 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Pacifique et dans les territoires d'outre-mer. [Lire l'article](#).

"Ecocide"

Introduite en 2024, la directive impose aux États membres de mettre à jour leurs dispositions nationales en matière de [crimes environnementaux](#), notamment en y ajoutant une nouvelle catégorie d'infractions parmi les plus graves, pouvant être "comparables à l'écocide". Depuis, les efforts mondiaux visant à criminaliser la destruction massive de l'environnement, connue sous le nom d'écocide, ont progressé rapidement.

Les risques des sites Seveso

Dimanche 2 août 2026, 30 000 habitants étaient appelés à se confiner après l'incendie du site Seveso de Gandrange, en Moselle. Quatre jours plus tard, de graves failles apparaissent : le système automatique d'extinction était en maintenance et certains riverains disent ne pas avoir reçu l'alerte. La sécurité du site avait déjà été jugée insuffisante. Que s'est-il vraiment passé ? [Lire l'article](#) (France Info). En savoir plus sur [les risques technologiques, la directive SEVESO, la loi Risques et ses modalités d'application](#) (site du gouvernement). En Grand Est, il y a 117 établissements Seveso : 66 hauts et 51 bas. Ils figurent dans cette [liste en lien](#).

Loi du 18 août 2026 pour une montagne vivante et souveraine

L'objectif de la loi est de poursuivre l'adaptation des politiques publiques aux spécificités des territoires de montagne en matière d'accès aux soins et à l'éducation, d'urbanisme, de gestion de l'eau, d'agriculture, de forêt, de mobilités et de tourisme. [La loi](#) a été promulguée le 18 août 2026. [Analyse sur le site Vie publique](#).

Les forêts dans le chaos climatique

Là où elles subsistent, les vieilles forêts semblent moins dépérir que les autres face au réchauffement climatique. Leur biodiversité est une des clés de leur robustesse. [Lire l'article](#).

Le nucléaire en débat

À l'instar de [France Nature Environnement](#), Corinne Lepage demande la tenue d'un débat démocratique sur la relance de l'énergie nucléaire. La Commission nationale du débat public constate que par le passé, dans ce domaine, le public a souvent le "sentiment que les décisions sont déjà prises". Sa présidente, Chantal Jouanno, explique que la [loi Énergie Climat](#) exclut explicitement du champ du débat public la [programmation pluriannuelle de l'énergie](#) et la [stratégie nationale bas carbone](#), en particulier en matière de relance de l'énergie nucléaire, alors que la [convention d'Aarhus](#) et l'article 7 de la [charte de l'environnement](#) prévoient la consultation du public.



PARTICIPATION CITOYENNE

Agora, un outil pour mieux associer la population à l'action publique

Dans [une circulaire](#) adressée aux ministres et aux préfets, le Premier ministre a demandé l'utilisation de la [plateforme Agora](#) pour renforcer la participation des citoyens à l'action publique. Ouverte en 2023, la plateforme souveraine Agora doit devenir l'outil de référence en matière de consultations en ligne de l'État. Agora "doit donc être obligatoirement mobilisé par les membres du gouvernement, les préfets, les administrations et les opérateurs de l'État" rappelle la circulaire.

Le CESE saisi sur le sexisme

Saisi par la Présidente de l'Assemblée nationale, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a adopté [son avis](#) sur la proposition de loi visant à lutter de manière intégrale contre les violences sexistes et sexuelles commises à l'encontre des femmes et des enfants. À travers cet avis, le CESE analyse les conditions de réussite des mesures proposées ainsi que leurs effets indirects potentiels afin d'en garantir la pleine effectivité. Le CESE rappelle que la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ne peut reposer uniquement sur la réponse pénale. La prévention primaire doit constituer le socle de l'action publique à travers le développement effectif de [l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle](#) (EVARS), le renforcement du repérage précoce des situations à risque.

Le programme de travail du CESE

Claire Thoury, présidente du CESE, a réuni le 1^{er} juillet les responsables des organisations qui composent l'institution, afin d'identifier collectivement les grandes thématiques de travail pour l'année 2026-2027, première année de la nouvelle mandature et année d'élections présidentielle et législatives. Cette méthode inédite aboutira à la présentation du programme de travail du CESE, lors de sa rentrée solennelle le 8 septembre prochain. [Lire l'article](#).

Faire de nos communes des bastions démocratiques

Au lendemain des élections municipales, une question traverse l'ensemble des territoires, qu'ils soient ruraux ou urbains, petits ou grands : quelle démocratie locale voulons nous faire vivre durant le mandat qui s'ouvre ? Dans l'éditorial de [la lettre de l'Unadel](#) qui a suivi le dernier scrutin, son président Claude Grivel entend exprimer "la démocratie du temps long" qui ne peut se circonscrire au seul temps électoral.

125 ans : un bel anniversaire

Le 1^{er} juillet 2026, la France a célébré les 125 ans de la loi de 1901, qui a instauré la liberté d'association et ses grands principes. Quelle place occupent les associations aujourd'hui en France ? C'est [le thème de l'épisode du Téléphone Sonne](#) de France Inter, auquel a participé Joséphine Delpeyrat (Mouvement associatif), dans le cadre de la campagne [La France qui \(se\) bat](#).

Accès aux droits

Une [étude](#) publiée le 9 juillet 2026 par le [Défenseur des droits](#) analyse l'accès aux droits des personnes en situation de précarité en 2024. Cette étude s'appuie sur une enquête menée d'octobre 2024 à janvier 2025 auprès de 5 030 résidents de l'Hexagone âgés de 18 à 79 ans. La précarité revêt de multiples visages mais elle se traduit par une constante, un risque de discriminations accru. [Lire l'article](#).

Les Maisons de la Justice et du Droit reçoivent toute personne sollicitant une information et/ou une orientation en vue de l'accès à ses droits. [Retrouvez l'audio pédagogique](#) proposé par le site Vie publique présentant, en "2 minutes citoyennes", les MJD et les réponses qu'elles peuvent apporter.



SANTE

Focus : l'UDAF de la Marne à la Foire de Châlons

La rentrée des associations familiales passe chaque année par Châlons-en-Champagne où se tient la Foire de réputation nationale, et en 2026 c'est la 80^{ème} édition ! L'occasion pour "la force des familles" d'organiser une succession de rendez-vous majeurs, rendus possibles par une [convention de partenariat renouvelé entre l'UDAF de la Marne et la Foire](#), signée par Daniel Fontaine, président de l'Union départementale, et Bruno Forget, commissaire général de la Foire.

Le samedi 29 août 2026, l'UDAF a accueilli la Directrice générale de l'Agence régionale de santé (ARS) Grand Est, Christelle Ratignier-Carbonneil, pour une présentation de [l'offre de service APS \(accès personnalisé à la santé\)](#), notamment dans les actions mises en place pour combattre les IST. Les accompagnatrices santé apportent une aide et un soutien personnalisé en fonction des besoins de chacune et chacun dans le cadre de leurs démarches de santé. Une attention particulière est portée en direction des personnes marnaises en situation de précarité et/ou de vulnérabilité avec un accompagnement, moral autant que physique. Les professionnelles de l'UDAF assurent un suivi des parcours de santé et organisent des actions collectives d'information sur des thèmes relatifs à la santé (hygiène, alimentation, compétences psychosociales). Elles conduisent les personnes vers des dispositifs généraux (dépistages, bilans de santé).

Le dimanche 30 août 2026, dans le cadre de "[Parlons Santé](#)" avec l'ARS, l'UDAF a mis à l'honneur la représentation des usagers dans les établissements de santé. Les représentants des usagers portent la voix des patients et contribuent à l'amélioration de la qualité des parcours de soins.

Le lundi 31 août 2026, l'UDAF participait à une journée consacrée à la [prévention des cancers de "Parlons santé"](#), afin de sensibiliser le grand public aux enjeux du dépistage, de la prévention et de l'accompagnement des personnes concernées.

Le mercredi 2 septembre 2026, Temps fort de la présence de l'UDAF à la Foire, la conférence "[Une citoyenneté active pour tous !](#)" (salle Magnum à 14h) proposera une réflexion ouverte sur les différentes formes d'engagement qui permettent aujourd'hui à chacun de contribuer à l'intérêt général. La citoyenneté ne se limite pas au vote. Elle s'exprime également au travers de l'engagement associatif, de la représentation des familles et des usagers, de la solidarité de proximité, du bénévolat, du service à la Nation ou encore de la lutte contre l'isolement. Les échanges réuniront plusieurs personnalités engagées : Atanase Perifan, créateur de la [Fête des Voisins](#) et de [l'Heure Civique](#) (invité d'honneur), Guylaine Brohan, présidente nationale de [Familles rurales](#), Jean-Michel Meyer, président de [France Assos Santé Grand Est](#), acteurs majeurs de la démocratie en santé, Françoise Fromageau, présidente nationale de [Monalisa](#), engagée dans la lutte contre l'isolement des personnes âgées, Marie-Claude Briet-Clemon, présidente du [CESER Grand Est](#), ainsi que François Lebègue, administrateur à l'[Unaf](#). À travers leurs témoignages et leurs regards croisés, animés par Thomas Dubois, président du [Mouvement associatif de Champagne-Ardenne](#), les intervenants montreront que l'engagement citoyen peut prendre de multiples formes et qu'il demeure l'un des fondements de la cohésion sociale, du vivre-ensemble et de la vitalité démocratique.

Le lundi 7 septembre 2026 enfin, l'UDAF prendra part au [Campus Seniors](#), rendez-vous dédié au vieillissement actif, à la prévention de la perte d'autonomie et au renforcement du lien social entre les générations.

Vieillir en France, aujourd'hui et demain

Jusqu'au 20 septembre 2026, une [consultation publique en ligne](#) vous permet de partager votre avis, vos attentes et vos propositions, que vous soyez une personne âgée, un proche aidant, un professionnel ou simplement un citoyen concerné par les enjeux de l'autonomie.

Aide à l'autonomie des personnes âgées

En 2021, 18,1 millions de 60 ans ou plus vivaient en France (2 millions ayant un besoin d'aide à l'autonomie). En 2050, sous une hypothèse médiane de gains d'espérance de vie, ils seraient 4,9 millions de plus, dont 738 000 en perte d'autonomie. Une [étude](#) publiée par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) révèle que l'aide à l'autonomie des personnes âgées exigerait, selon les projections, 150 000 à 200 000 emplois supplémentaires en 2050. [Lire l'article](#).

Canicule : renforcer la prévention de proximité

Les travaux de la Conférence nationale de l'autonomie soulignent le rôle déterminant des territoires pour renforcer la prévention des risques chez les personnes âgées en période de fortes chaleurs. Les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) sont de plus en plus appelés à jouer un rôle de plateforme ouverte sur leur territoire, en accueillant ponctuellement des personnes fragiles. Un [décret du 3 juillet 2026](#) prévoit la transmission des données par les conseils départementaux et les Carsat avant le 31 janvier 2027, afin de renforcer l'identification des personnes susceptibles de nécessiter un accompagnement. [Lire l'article](#).

Pourquoi et comment s'adapter aux fortes chaleurs ?

Les températures augmentent de plus en plus tôt dans l'année et il fait chaud, voire très chaud, de plus en plus longtemps. La chaleur peut avoir des conséquences sur notre bien-être : elle peut perturber le sommeil, rendre les activités quotidiennes plus pénibles et fatigantes et mettre notre corps à l'épreuve. Heureusement, des solutions existent pour préserver notre santé et mieux vivre avec la chaleur ! [C'est ici](#).

Bouger et marcher

Bouger, c'est adopter un mode de vie actif en augmentant son activité physique et en réduisant le temps passé assis ou allongé. Marcher un peu plus chaque jour, monter les escaliers plutôt que de prendre l'ascenseur, aller se balader avec des amis, ou encore trouver un sport qui nous plaît... il existe de multiples façons de bouger plus au quotidien. [Découvrez les recommandations et astuces pour bouger plus tout en vous faisant plaisir](#). Pour en savoir plus : [Guides et documents](#).

Santé en mouvement

La Fédération française des Usagers de la Bicyclette publie un nouveau rapport intitulé "[Santé en mouvement : le pouvoir de la marche et du vélo](#)". Son objectif : repositionner le vélo non seulement comme un mode de déplacement ou un outil de transition écologique, mais aussi comme un déterminant à part entière des politiques de santé publique et de prévention. [Lire la présentation](#).

Lutte contre les maladies cardio-neuro-vasculaires

La [loi du 27 juillet 2026](#) entend mieux prévenir les maladies cardio-neuro-vasculaires, qui sont la deuxième cause de mortalité en France, après les cancers. On compte un infarctus toutes les 2 minutes. Au cours de leur vie, 6 Français sur 10 seront victimes d'un accident vasculaire cérébral (AVC). [Lire l'article](#).

Aide à mourir

La [loi du 18 août 2026](#) autorise, sous des conditions strictes, le suicide assisté (le patient s'administre lui-même le produit létal) ou, si le patient est physiquement incapable de faire le geste, l'intervention d'un soignant. [Lire la présentation](#) et l'[Eclairage](#) sur le site Vie publique.

Handicap : Conférence nationale

La 7^{ème} Conférence nationale du handicap (CNH) se tiendra le 4 septembre 2026. Quatre groupes de travail sont prévus : école, habitat, IA, participation des personnes. Quels sont les enjeux ? *Union Sociale* fait le point, en donnant la parole à Arnaud de Broca, président du [Collectif Handicaps](#). Retrouvez [le sommaire du numéro](#).



EDUCATION

Ecole inclusive

Pour la 7^{ème} rentrée consécutive, le réseau Unapei fait part des résultats de [son enquête et appel à témoignages](#) sur les enfants privés d'école en l'absence de solutions inclusives. A la veille de la rentrée scolaire 2026, le flou subsiste concernant les moyens humains qui seront dédiés à l'accompagnement des élèves en situation de handicap. [Lire l'article](#).

Coût de la rentrée scolaire

Pour 51% des familles de l'Hexagone, le mois de septembre est synonyme de dépenses accrues ou inhabituelles. La rentrée scolaire pèse particulièrement sur le budget des familles modestes. Une [étude](#) publiée en août 2026 par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) met en lumière la façon dont les ménages anticipent les dépenses de septembre 2026, mois de rentrée scolaire. Elle s'appuie sur une enquête menée en juillet 2026 auprès de 2 000 majeurs résidant en France hexagonale. [Lire l'article](#).

La rentrée scolaire par les textes

Priorités pédagogiques en français et en mathématiques, amélioration du climat scolaire, interdiction du portable au lycée, classe prépa-seconde, changement d'école si le membre de la famille d'un élève menace un membre de la communauté éducative... Plusieurs textes présentent les nouveautés de l'année scolaire 2026-2027. [Lire l'article](#).

Cantine au collège : l'exemple de la Meuse

Le plan d'alimentation durable et bas carbone 2026-2028 du Conseil départemental de la Meuse vise à faire respecter la loi Egalim à l'ensemble des cantines de quinze collèges meusiens. Une ambition affichée pour la fin 2027 portée par le succès de la plateforme agrilocal. [Lire l'article](#).

Les enfants et les écrans

On les sait omniprésents dans la vie des plus jeunes, mais à quel point ? Et pourquoi ? Une étude publiée par l'Ifop pour la Fondation pour l'enfance éclaire les usages que font les enfants de 8 à 15 ans de leurs tablettes, smartphones, ordinateurs et autres outils numériques, qu'ils sont 87 % à posséder. [Lire l'article](#).

Loi visant à protéger les mineurs des risques en ligne

La [loi du 24 août 2026](#) vise à protéger les enfants et les adolescents en ligne. Elle étend aux lycéens l'interdiction d'utiliser les téléphones portables durant les cours. La mesure du texte initial interdisant l'accès aux réseaux sociaux aux mineurs âgés de moins de 15 ans a été [censurée par le Conseil constitutionnel](#), en considération de la liberté de communication. [Lire l'article](#).

Pass culture

Le pass Culture contribue à la généralisation de l'éducation artistique et culturelle (EAC). Il se compose de deux déclinaisons : une part collective pour la mise en place de projets par classe au sein des établissements scolaires à partir de la 6^e et d'une part individuelle à la disposition des jeunes à partir de 15 ans. Un [arrêté](#) publié au Journal officiel du 30 décembre 2025 modifie les règles du Pass culture, et notamment sa part individuelle pour 2026. Voir [sur le site du Ministère](#).

*

SPORT

La [loi du 3 août 2026](#) refonde la gouvernance du sport, en particulier du football professionnel, afin de la rendre plus éthique et transparente : plafonnement des rémunérations des dirigeants, renforcement du contrôle de la gouvernance des ligues professionnelles, lutte contre le piratage et encadrement de la redistribution des revenus audiovisuels... [Lire l'article](#).

PROTECTION DE L'ENFANCE

Les victimes mineures de traite des êtres humains

Le [Rapport mondial sur la traite des êtres humains 2024](#), publié par l'[Office des Nations unies contre la drogue et le crime \(ONUDC\)](#), analyse les flux mondiaux de ce crime et met en avant une forte augmentation des cas d'exploitation sexuelle des enfants. En 2025, près d'une victime sur deux enregistrée par les services français de police et de gendarmerie dans des affaires de proxénétisme ou de recours à la prostitution était mineure. Les données d'une association de lutte contre la prostitution des enfants révèlent que parmi les victimes accompagnées, 91% sont des filles et sont âgées en moyenne de 15,9 ans au début de l'accompagnement (plus précisément 28% avaient entre 10 et 14 ans et 47% avaient entre 15 et 17 ans). Selon l'Observatoire des violences faites aux femmes, le numérique anonymise, banalise et invisibilise l'exploitation sexuelle. Toutes les étapes du processus sont dématérialisées. Face à cette évolution majeure, la [Fondation Droit d'Enfance \(programme PARÉ\)](#) et l'association [Point de Contact](#) publient un rapport inédit sur les pratiques d'aller-vers numérique et appellent les pouvoirs publics à structurer une réponse adaptée à cette nouvelle réalité. [Le rapport](#) publié le 20 juillet 2026 par le Défenseur des droits recommande la création d'un office central dédié à la traite des mineurs et d'un mécanisme d'identification et de protection des victimes. Lire également [sur le site Vie publique](#).

Inceste : les conclusions de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale

La commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur le traitement judiciaire des violences sexuelles incestueuses parentales a remis son rapport le 1^{er} juillet 2026. Le document adopté à l'issue de six mois d'auditions formule 49 recommandations et consacre aussi une partie de ses constats à la situation des parents protecteurs. [Lire l'article](#).

Quelle prise en compte de la parole de l'enfant devant la justice ?

Recueillir la parole d'un enfant victime ou en danger est un acte juridiquement encadré mais aussi un défi pratique que les institutions peuvent avoir du mal à relever. Comment protéger cette parole ? Quel est le rôle du Défenseur des droits ? [Le point en six questions](#).

La [loi du 13 juillet 2026](#) rend obligatoire l'assistance d'un avocat pour tout mineur concerné par une mesure d'assistance éducative. Il ne s'agissait jusqu'à présent que d'une faculté ouverte à l'enfant. [Lire l'article](#).



POLITIQUE FAMILIALE

Aides sociales et avantages fiscaux des familles

Dans [un rapport](#) commandé par le gouvernement et dévoilé fin juillet, l'inspection générale des finances et l'inspection générale des affaires sociales proposent des mesures d'économie dans les politiques familiales en refondant certains instruments sociofiscaux.

Situation de la périnatalité dans les territoires : affirmer une logique de santé publique

Un rapport de l'IGAS examine et éclaire [la situation de la périnatalité en France](#) depuis une quinzaine d'années. Celle-ci s'est traduite par un taux de mortalité infantile en hausse s'élevant à 4 pour 1000 pour l'année 2024. La mission souligne l'importance d'agir en amont de la naissance, pendant la grossesse, pour mieux prévenir les situations à risque, ainsi qu'en aval, pour renforcer la prise en charge des nouveau-nés les plus vulnérables. [Lire la synthèse](#).

Evolution de la population

Au 1^{er} janvier 2026, la population de la France est estimée à 69,1 millions d'habitants, en hausse de 0,25 %. En France comme en Europe, c'est le solde migratoire qui compense l'excédent des décès sur les naissances ([INED](#)).

EN BREF, MAIS IMPORTANT

✓ Outre celles évoquées plus haut, **plusieurs lois ont été promulguées en cet été 2026** (en liens leur présentation sur le site Vie publique) : la [loi organique du 23 juillet 2026](#) "relative au renforcement des juridictions criminelles" ; la [loi du 23 juillet 2026](#) "sur la justice criminelle et le respect des victimes" ; la [loi du 27 juillet 2026](#) "visant à renforcer la sécurité, la rétention administrative et la prévention des risques d'attentat" ; la [loi du 18 août 2026](#) "visant à offrir des réponses immédiates aux phénomènes troublant l'ordre public, la sécurité et la tranquillité de nos concitoyens" ; la [loi du 18 août 2026](#) "actualisant la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense".

✓ Un [plan pour favoriser la place des femmes dans l'agriculture](#) a été lancé conjointement par les ministres Annie Genevard et Aurore Bergé avec pour ambition de "mettre en lumière le rôle des femmes dans l'agriculture mais aussi d'améliorer leurs conditions de travail." Il s'articule autour de six axes et compte 41 mesures.

✓ Deux [dispositifs améliorant la retraite des mères](#), inscrites dans le budget de la Sécu 2026, entrent en vigueur en septembre, permettant de mieux prendre en compte les enfants dans le calcul de la pension et l'accès au dispositif carrière longue. Ces mesures avaient été proposées par les partenaires sociaux dans le cadre du conclave des retraites, à l'été 2025.

✓ **Le Comité de suivi des retraites (CSR)** a remis, le 9 juillet 2026, son [avis](#) annuel au Premier ministre. Le CSR soutient la poursuite de la montée en charge de la réforme de 2023 à partir de 2028 et recommande de sous-indexer la revalorisation des pensions de retraite. S'agissant de l'augmentation de l'âge de cessation d'activité, il appelle à un dialogue social renforcé, dans les entreprises et dans les branches.

✓ **Démarcher un consommateur par téléphone** sans avoir au préalable recueilli son consentement éclairé est interdit depuis le 11 août 2026. Cet accord peut être obtenu lors d'un achat, d'une visite en magasin, ou via un formulaire. Voir [les nouvelles règles sur le site du Gouvernement](#).

✓ Les mêmes deux hackers qui ont revendiqué avoir dérobé des données du fisc auraient également mis la main sur des données personnelles de plusieurs millions d'élèves français et des dizaines de milliers d'enseignants. Le vol de données devient [un sujet politique majeur](#).

✓ D'après une étude menée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), environ 40% des internautes déclarent avoir été victimes d'une arnaque en ligne en 2025. Les atteintes numériques (348 000 faits en 2024) ont progressé de 74% depuis 2019 ([source Vie publique](#)).

✓ Dans [un rapport du 21 juillet 2026](#), la Cour des comptes constate la volonté de renforcer le contrôle déontologique dans la police et la gendarmerie nationales même si la Cour note aussi "un déficit de transparence". En 2023, 2 116 sanctions ont été prononcées à l'encontre de policiers et 3 118 à l'encontre de gendarmes. Chaque année, près de 12 000 signalements sont formés par le public à l'encontre des forces de sécurité intérieure auprès du Défenseur des droits ou sur les plateformes publiques des deux inspections générales.

✓ Un [rapport](#) publié le 4 août 2026 par l'Inspection générale des finances (IGF) et l'Inspection générale de l'environnement et du [développement durable](#) (Igedd) souligne le manque d'efficacité des dépenses publiques en faveur du logement social. Il avance des pistes pour les rationaliser et réaliser des économies. Les **élections des représentants des locataires dans les organismes HLM** se dérouleront du 15 novembre au 15 décembre 2026, un temps fort pour les associations familiales sur tous les territoires. [Découvrez le rapport d'activités 2025-2026](#) de l'Union Sociale pour l'Habitat, à la veille du Congrès de Bordeaux du mouvement des HLM du 22 au 24 septembre 2026.

✓ Le ministère de l'Enseignement supérieur a officialisé, le 6 juillet 2026, le passage à grande échelle de la plateforme "[Mon Logement Étudiant](#)", [Lire l'article](#).

L'Unaf, les Udaf et Uraf, unis pour les familles

Bonne rentrée !

